

Je voudrais citer les paroles du premier ministre rapportées dans le *Financial Post* du 4 mars 1984. Il a dit que nous devons:

... faire preuve de prudence et de frugalité à l'égard des dépenses publiques qui ont augmenté hors de toute proportion.

Lorsque j'ai lancé la campagne à Edmonton, j'ai fait clairement savoir aux Canadiens qu'à cause de la dette publique énorme que nous avions, le tiers de chaque dollar d'impôt collecté par le gouvernement fédéral servait à payer l'intérêt. Par conséquent, monsieur le Président, je dis que le parti conservateur savait ce qu'il en était et que le premier ministre le savait aussi, mais cela ne les a pas empêchés de faire ces promesses. Nous ne raterons pas une occasion de rappeler au gouvernement les promesses qu'il a faites aux Canadiens et de rappeler également ces promesses à nos concitoyens.

Comme le Règlement ne m'y autorise pas, je ne parlerai pas de ce que le premier ministre va nous déclarer cet après-midi. J'ai entendu son collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), le dire et nous pouvons peut-être nous attendre à ce qu'il le répète demain. Il dira, comme il l'a déjà fait, que le buffet est vide. Il dira que la situation est, et je cite ses paroles, «encore pire que nous ne l'avions prévu».

Permettez-moi de vous citer les propos d'Allan Maslove, directeur de la faculté d'administration publique de l'Université Carleton. Selon lui, la théorie du buffet vide ne tient pas debout. Les conservateurs connaissaient la situation. Ils disposaient des mêmes chiffres que nous et ont pu prendre connaissance des prévisions dont nous disposons nous-mêmes. Mais ils ont préféré ne pas en tenir compte.

[Français]

J'ai aussi déclaré pendant la campagne électorale que si jamais les progressistes conservateurs étaient portés au pouvoir, ils n'auraient que trois choix possibles: soit renier leurs promesses, soit hausser les impôts, soit réduire nos programmes sociaux. Monsieur le Président, ils n'ont jamais eu l'intention de tenir leurs promesses, car ils savaient dans quel état étaient les finances du pays.

[Traduction]

Ils pourraient s'appuyer sur les sondages pour dire que les promesses ne sont rien que des mots. Cela ne fait qu'ajouter au cynisme avec lequel les Canadiens ont tendance à considérer leurs représentants élus. J'ai tendance à croire que c'est une question de confiance. Il est indispensable dans une démocratie parlementaire que les gouvernements s'acquittent de leurs promesses car, s'ils ne le font pas, ils ne remplissent pas le mandat que les Canadiens leur ont confié.

Le gouvernement se trouve maintenant devant trois options: Renier ces promesses, augmenter les impôts ou faire des coupes dans les programmes sociaux. Voilà la situation dans laquelle il s'est mis. Telle est la situation que nous rappellerons aux Canadiens. Le parti d'en face a une grosse ardoise à payer.

Je me demande ce que Peter Lougheed et le premier ministre Devine disent au nouveau premier ministre. Je suis sûr que l'Alberta s'attend à ce que le gouvernement tienne parole au sujet du prix de l'énergie. Nous verrons bien ce que le premier ministre de l'Ontario aura à dire là-dessus, s'il veut bien encore se prononcer sur quoi que ce soit. Chose certaine, monsieur le Président, la grande machine bleue qui a été mise gratuitement

au service de nos collègues d'en face pendant la campagne électorale reviendra bientôt réclamer son dû. Nous sommes curieux de voir comment le premier ministre réagira alors.

Qu'a fait le gouvernement depuis le 17 septembre? D'après un vieux dicton, «les actes sont plus éloquents que les paroles». Il y a en effet bien des paroles dans le discours du trône, mais très peu d'actes. Autrement dit, le gouvernement lui-même ne donne pas suite à ses paroles.

Les conservateurs nous ont promis un gouvernement économe et efficace. Ce sont bien là les paroles qu'ils ont employées. Ils nous ont doté du plus gros cabinet dans toute l'histoire du fédéralisme au Canada. Les restrictions, c'est bon pour les autres. Le principe s'applique au Canadien ordinaire, et non pas aux gens d'en face. Ce gouvernement est le plus pléthorique de toute l'histoire du pays.

Je sais que le choix des membres du cabinet a été difficile. Il y a des conservateurs de gauche et des conservateurs de droite. Pour reprendre les paroles de Margaret Thatcher, l'amie du premier ministre, il y a les poules mouillées et les durs. Si vous y regardez de près, monsieur le Président—et vous devriez le faire—it est clair que la plupart des poules mouillées du caucus se sont retrouvées le bec dans l'eau.

Il est vrai que le gouvernement a tâché de réduire ses dépenses. Il a supprimé le comité des affaires extérieures et de la défense nationale du cabinet. Il y a déjà des gagnants et des perdants. Le premier ministre a promis aux Canadiens «des emplois, des emplois et encore des emplois». Que nous a-t-il servi en lieu et place? Compressions et blocages sur toute la ligne!

Le premier ministre a déclaré à Prince-Albert, alors qu'il a proclamé la grande Charte de Prince-Albert—j'en ai déjà parlé tout à l'heure en posant ma question—que «des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois seraient créés dès que le nouveau gouvernement entrerait en fonction.» Eh bien, où sont ces emplois? Qu'on fait les conservateurs? Dès qu'ils ont pris le pouvoir, ils se sont empressés de pratiquer des réductions et des compressions à qui mieux mieux. Ainsi, le gouvernement a bloqué les projets spéciaux de relance dont nous avons besoin pour relancer l'économie et redonner du travail aux Canadiens. Il a étouffé le programme Première chance qui aurait permis d'assurer à quelque 100,000 jeunes Canadiens par an une formation professionnelle en cours d'emploi. Il l'a remplacé par un programme pilote à l'intention de 3,000 à 4,000 jeunes, comme le premier ministre l'a dit cet après-midi. Alors que nous offrons une première chance aux jeunes Canadiens, le gouvernement ne leur offre plus la moindre chance. Il dit de ne pas le déranger pour le moment avec cela et de revenir à la charge plus tard: «Nous vous verrons au printemps».

Le gouvernement ferme des ambassades et des consulats dans le monde entier. Je vois des diplomates à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je suppose que la personne à laquelle je songe a vu confirmer son poste hier. Nous ne savons pas le pourquoi de ces mesures et peut-être que le très honorable ministre, qui est si attentif à la Chambre, nous en informera en temps et lieu.